

Le nécessaire recours aux réserves

MOLECULAR PARTNERS. Les recettes ont reculé l'an dernier à 23 millions tandis que les coûts de la recherche ont bondi à 35 millions.

Molecular Partners a sensiblement étoffé ses effectifs l'an dernier, essentiellement dans la recherche et le développement, pour assurer l'avancement de son incubateur de produits oncologiques. Le passage de 89 à 103 équivalents plein temps s'est notamment traduit par une augmentation des dépenses, tandis que les revenus se sont tassés. Le laboratoire de Schlieren entend par ailleurs renforcer son conseil d'administration, avec la candidature de Gwen Fyfe, spécialisée dans l'oncologie pédiatrique et ancienne vice-présidente du développement en oncologie chez l'américain Genentech. L'an passé, les recettes ont reculé de plus de 20% à 23,0 millions de francs, tandis que les coûts de la recherche ont bondi de 40,8% à 35,2 millions. Les frais généraux et administratifs ont renchéri de 15,9% à 7,3 millions.

Il en résulte une perte opérationnelle de 19,5 millions, multipliée par plus de huit sur un an. La perte nette s'est établie à 18,6 millions, contre 0,1 million en 2015. Les liquidités et équivalents ont conséquemment fondu de 16,4% à 180,2 millions, selon le rapport d'activité non audité publié jeudi. Les réserves de l'entreprise doivent lui permettre de fonctionner au moins jusqu'à fin 2019, mais la direction compte avoir inversé l'évolution du rapport coûts-revenus bien avant cette date. ■

POLYPHOR: Wellcome Trust donne 2,3 millions

La biotech bâloise Polyphor a obtenu une somme de 2,3 millions de francs de la part de la fondation d'utilité publique Wellcome Trust. Ce montant servira au développement préclinique d'un antibiotique Gram-négatif à large spectre, a précisé la société hier. Les antibiotiques dits Outer Membrane Protein Targeting Antibiotics (OMPTA) de Polyphor sont des médicaments innovants qui offrent une efficacité excellente contre les pathogènes Gram-négatifs résistants. L'organisation mondiale de la santé considère que la résistance aux antibiotiques constitue une des plus grosses menaces pour la santé mondiale.

UNILABS: développement en Europe de l'Est

Unilabs a conclu un accord de rachat sur son homologue Alpha Medical, spécialisée sur les marchés slovaque et tchèque. L'opérateur genevois de laboratoires d'analyses médicales a convenu avec le vendeur, Mid Europa Partners, de ne pas dévoiler le montant de cette opération. La cible de reprise dispose de 93 laboratoires, dont sept de grande envergure et automatisés, employant au total 1500 personnes. L'opération doit encore obtenir les autorisations d'usage.

La gouvernance pour redresser le cap

LEONTEQ. Conseil élargi et Directoire réduit. Première perte nette semestrielle et alerte sur les résultats 2017. 18 millions d'économies additionnelles.

PIOTR KACZOR

Après l'alerte sur les résultats du 19 décembre dernier, qui rendait désuets les derniers objectifs fixés lors de la journée des investisseurs intervenue quatre semaines plus tôt, de nouvelles mesures de réduction des coûts étaient attendues de la part de Leonteq, la société financière zurichoise qui lors de son IPO en octobre 2012 s'était positionnée comme la seule société pleinement centrée sur les produits financiers structurés.

«Le Conseil d'administration et la direction partagent la responsabilité des résultats décevants de l'exercice 2016 ainsi que des erreurs commises. En renforçant la responsabilité du directoire et l'indépendance du Conseil d'administration, nous fortifions la conduite de l'entreprise et nous prenons des mesures importantes pour son redressement. Je suis convaincu que Leonteq va appliquer ce plan de manière résolue et sortir fortifié de cette épreuve», a commenté Pierin Vincenz - le président du Conseil d'administration de Leonteq depuis un an et administrateur de la société depuis 2013 - lors de la présentation, jeudi à Zurich, des résultats

de l'exercice 2016. Ces derniers se soldent par la première perte semestrielle (20 millions de francs) du groupe. Et pour 2017, la direction ne laisse entrevoir un retour à la rentabilité qu'en cas de croissance robuste des revenus, ce qui équivaut à une quasi-alerte sur le résultat 2017, ainsi que le souligne un analyste. D'autant que le CEO Jan Schoch, qui n'a pas caché sa déception, a fait état d'un faible début d'année: 2017 sera une année de transition.

Pour Pierin Vincenz, l'exercice annuel le plus difficile de la décennie d'existence de Leonteq s'explique par des revenus bien plus bas qu'anticipé encore au début du troisième trimestre: «nous avons été trop optimistes sur la rapidité de déploiement des partenariats et des revenus qui en résulteraient» a encore reconnu le président en concluant: «nous nous en sommes tenus trop longtemps à nos plans d'expansion, ce qui a fait enfler la base de coûts». Le président a par conséquent annoncé mercredi la décision de Leonteq de renforcer l'indépendance et la diversité de son Conseil d'administration, en portant le nombre d'administrateurs de sept à neuf, dont quatre admi-



PIERIN VINCENZ. Le président renonce à un tiers de la rémunération convenue il y a un an.

nistrateurs indépendants (trois actuellement), lors de l'Assemblée générale de 2018. Pour soutenir ce processus, Raiffeisen (qui contrôle 29% des droits de votes de Leonteq) renonce à son droit d'être représenté au conseil par un deuxième administrateur, en sus de son CEO Patrik Gisel. Pierin Vincenz a de son côté motivé sa décision de renoncer à siéger au sein du Comité de rémunération, dès l'AG 2017, par le dessein de doter d'une majorité (trois) d'administrateurs indépendants (et un non-indépendant), le nouveau Comité de nomination et de rémunération. Après avoir été CEO de Raiffeisen jusqu'en 2015, Pierin Vincenz représente en effet au sein du conseil de Leonteq, le groupe d'assurances

Helvetia, dont il préside le conseil d'administration, soit le principal client de la division Wealth Planning & Insurance Solutions de Leonteq.

L'extension du Conseil d'administration s'accompagne d'un redimensionnement du directoire de 11 membres actuellement à 6 qui rapporteront directement au CEO et co-fondateur Jan Schoch. Il est en outre prévu de nommer un CEO adjoint parmi les cinq autres membres de ce directoire. Afin de permettre au CEO de se focaliser sur les nouvelles affaires et sur le développement des relations avec les principaux partenaires et clients de Leonteq. Plusieurs partenariats avaient en effet été annoncés trop tôt par la société ou n'ont pas abouti. D'où l'évolution décevante de la marche des affaires.

En sus des mesures d'économies de coûts de 10 millions de francs (accompagnées de la suppression d'une cinquantaine d'emplois) annoncées le 19 décembre, Leonteq a donc communiqué jeudi une nouvelle tranche d'économies supplémentaires de 18 millions de francs. Soit en tout 28 millions ou 15% de la base de coûts de 179 millions de francs du groupe l'an dernier.

Les dirigeants de Leonteq n'ont pas pu être précis sur le déploiement des nouvelles mesures d'économies. Celles-ci porteront notamment sur les charges immobilières induites par les nouveaux bureaux loués à Zurich, à Londres et à Singapour et sur l'adoption de modèles de temps de travail plus flexibles. Pierin Vincenz a en outre indiqué avoir renoncé à un tiers de sa rémunération, laquelle s'élèverait tout de même à 494'000 francs. La rémunération totale du conseil se situerait 40% en dessous de celle approuvée en AG 2016. En décembre la direction avait déjà renoncé aux rémunérations variables.

Conformément aux indications communiquées en décembre, l'exercice 2016 s'est soldé pour Leonteq par un bénéfice net de 17,2 millions de francs (-75%), Conséquence de revenus réduits de 6% l'an dernier et de charges d'exploitation en hausse de 26%. Le groupe zurichois affiche en revanche un solide ratio de dotation Tier 1 de 22,7% (26,2% à fin 2015). L'action Leonteq a cédé 8,25% jeudi, portant à 40% le recul es- suyé en trois mois et à 59% sur un an. ■

Levée de plus de 3 millions pour un alicament contre le diabète

GLYCEMICON. Le spin-off de l'EPFZ renforce également son conseil d'administration.

Glycemicon, émanation en 2013 de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), a levé pour sa première ronde de financement de série A un total de 3,25 millions de francs auprès d'investisseurs privés. La société biotechnologique entend utiliser ces fonds pour mener deux premières études cliniques sur un alicament, l'acide biliaire tétrahydroxilé (THBA), sur le prédiabète chez l'homme et sur le surpoids chez le chat. Le conseil d'administration accueille par ailleurs deux nouveaux membres et Robert Schier accède à la présidence. L'équipe de six personnes, sans compter les collaborations académiques, doit progressivement croître à une vingtaine de membres à l'horizon 2020, en fonction des résultats des études et de l'évolution des affaires, a expliqué à AWP la CEO Nadja Mrosek. Outre M. Schier, l'organe de surveillance accueillera aussi Danilo Cadei Massari - fondateur notamment d'une société d'aliments thérapeutiques cédée en 2011 à Nestlé - ainsi qu'Erhard Lee, à l'origine d'une société d'investissement établie à Zurich et à Zoug. Il rejoignent ainsi Peter Harboe-Schmidt, co-fondateur de l'entreprise et responsable de ses finances.

Au total, Glycemicon a levé depuis sa création en 2013 environ 7 millions, entre un tour de financement initial, divers prix et distinctions et des contributions d'individus fortunés ou de banques locales, sous la forme de

prêts convertibles notamment. Les fondateurs de la société ont développé un mode propriétaire de synthèse du THBA, naturellement présent chez l'homme ainsi qu'en faibles quantités dans certains aliments. «Notre méthode est difficile à recopier et nous disposons en outre de brevets de l'EPFZ», a souligné le nouveau président.

«Les résultats des études précliniques ont démontré un profil de risque sain ainsi qu'une efficacité prometteuse du produit», a assuré pour sa part Mme Mrosek.

La substance favorise le développement de cellules adipeuses de petites taille, plus réceptives à l'administration d'insuline que les cellules plus volumineuses. «Il existe un réel besoin chez les individus prédiabétiques de mieux contrôler leurs taux de sucre dans le sang et de repousser l'échéance de la déclaration de la maladie», relève la scientifique. L'approche s'inscrit par ailleurs entre les recommandations pour un mode de vie plus sain et les traitements médicamenteux à proprement parler, soit des injections d'insuline.

«Nous développons notre produit en qualité d'aliment, mais sa catégorisation exacte dépendra de l'issue des recherches», précise M. Schier. Les «aliments» - contraction des termes aliments et médicaments - comprennent en effet plusieurs sous-catégories. Les aliments médicaux constituent la classe d'aliments la plus proche des médicaments et sont

destinés à être administrés sous supervision médicale, au contraire des compléments diététiques et des aliments fonctionnels. Les procédures de développement et d'homologations sont dans tous les cas nettement allégées en comparaison avec celles pour les produits pharmaceutiques.

La poursuite en parallèle des recherches chez l'homme et le félin suit une double logique. «Le chat constitue un excellent modèle pour la gestion chez l'être humain des taux de sucre dans le sang et nous pouvons apprendre énormément de leur réaction au THBA», explique Mme Mrosek. Les aliments pour animaux constituent par ailleurs un potentiel débouché non négligeable pour le THBA, «d'autant qu'un chat domestique sur deux souffre de surpoids en Europe comme aux Etats-Unis».

D'ici la conclusion de ces études, dans le meilleur des cas autour de 2020, la jeune pousse argovienne va continuer à travailler avec ses créanciers et à discuter avec de possibles nouveaux investisseurs, y compris d'éventuels partenaires commerciaux. Une nouvelle levée de fonds pourrait survenir en fin d'année prochaine. Le produit intéresse déjà à la fois des acteurs de l'agroalimentaire et de l'industrie pharmaceutique. «Toutes les options demeurent ouvertes» résume la chercheuse, «mais elles dépendront avant tout de l'issue des recherches et des intérêts de nos partenaires». ■

L'impulsion n'aura tenu qu'un semestre

BELIMO. La rentabilité annuelle est sous les prévisions.

Belimo s'attend à une hausse du bénéfice net de 22,8% à 69 millions de francs en 2016, selon des résultats provisoires publiés hier. L'impulsion du premier semestre en matière de ventes et de rentabilité n'a pas pu être poursuivie au second, comme le prévoyait la direction du producteur de clapets et servomoteurs pour le traitement de l'air et de l'eau. Malgré la forte hausse, le profit net est ressorti en dessous des prévisions du consensus, qui tablait sur 74,0 millions.

Le résultat opérationnel est attendu à environ 86 millions, un montant en hausse de 15,3% par rapport à l'exercice précédent. Le consensus table de son côté sur 91,4 millions et la fourchette oscille entre 88,2 et 94,0 millions. Belimo a vu son chiffre d'affaires progresser de 8,2% à 533,7 millions, ce qui correspond à une

croissance organique de 6,8% hors effet de change. Les ventes manquent les prévisions du consensus d'analystes consultés par AWP, qui s'étaient établi à 545,2 millions.

La région Asie-Pacifique a enregistré la plus forte hausse des ventes en monnaies locales, avec 12,1%, suivi par l'Amérique, à 7,1% et enfin l'Europe avec 5,3%. Hors effets de change, les ventes dans les activités liées à l'eau se sont mieux développées, avec une hausse de 8,3%, que celles liées à l'air (+5,7%).

Les résultats détaillés et définitifs seront présentés le 13 mars.

Kepler Cheuvreux relève que Belimo a clairement manqué les prévisions. Les ventes ont progressé plus lentement qu'attendu et ce, dans chacune des régions. Il en est de même pour le résultat opérationnel et le bénéfice net. ■

Besoin d'accalmie boursière

Belimo s'avère sans conteste une perle, un des meilleurs IPO des 20 à 25 dernières années sur le marché SIX Swiss Exchange. Ce groupe a réalisé d'excellents résultats en 2016, même si, comme prévu, la forte croissance du premier semestre n'a pas pu être maintenue lors du deuxième. Belimo est parvenu à croître sensiblement de manière très rentable dans toutes les régions de marché où il opère, ce qui est saluer. Le rendement des capitaux investis (ROIC) est de l'ordre de 25% (l'effet cumulé est considérable sur la durée). Ce groupe privilégie la croissance interne. Sa concentration sur un coeur de métier bien précis et son agilité lui procurent un avantage face à ses concurrents. Avec une valeur boursière proche de 2 milliards de francs, Belimo ne constitue plus une aubaine. Elle correspond à plus de 25 fois le free cash-flow actuel du groupe. Un repli sensible du cours de l'action serait le bienvenu pour un investisseur à long terme, qui pourrait ainsi acquérir ou accumuler à un prix plus favorable des actions Belimo Holding. Le potentiel de croissance à long terme demeure intact. On sous-estime sans doute jusqu'où peut aller une excellente entreprise, en termes de valorisation boursière en particulier. - (PR)